

Politest

LES IMPOTS (1/12)

<input type="radio"/>	Il faut baisser les impôts pour tous quand l'Etat en a les moyens, et les augmenter pour tous quand c'est nécessaire.
<input type="radio"/>	Il faut une baisse générale des impôts pour permettre aux entreprises et aux personnes d'investir plus d'argent dans l'économie, afin de créer davantage d'emplois.
<input type="radio"/>	Il faut baisser les impôts qui pèsent sur les personnes les moins riches, et les augmenter sur les personnes ou les entreprises les plus riches pour faire jouer la solidarité, et donner à l'Etat les moyens de financer les services publics.

PIB Belgique = 492 milliards en 2017



Prélèvement

Impôts et cotisation sociale

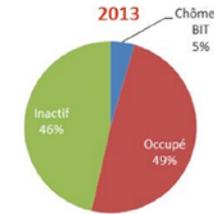
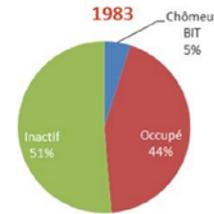
Cotisations sociales	29,61% (51,225 milliards ⁸ dont Personnes : 20,855 et Sociétés : 30,370)
Impôts directs Ménages	24,51% (42,411 milliards)
Impôts directs Sociétés	5,94% (10,279 milliards)
TVA	14,30% (24,736 milliards)
Accises (tabac, essence...)	3,17% (5,489 milliards)
Taxes voitures	1,29% (2,235 milliards)
Habitation (précompte immobilier, droit d'enregistrement...)	4,52% (7,813 milliards)
Droits succession, donation	1,33% (2,296 milliards)
Autres recettes fiscales	±8,80% (15,224 milliards)

Graphique 1-2 : Population de 15 ans et plus selon le statut sur le marché du travail (en %)

46% (2016)

Impôts et cotisation sociale =

Budget de l'état
240 milliards



Redistribution
des richesses

Enseignement	11,51% (21,53 milliards)
Services généraux [Organes exécutifs et législatifs, Administrations publiques]	7,41% (13,86 milliards)
Ordre-sécurité-police	3,42% (6,39 milliards)
Défense	1,84% (3,45 milliards)
Affaires économiques [Travaux routiers, hydrauliques, énergie ; Agriculture-sylviculture-pêche-chasse]	5,02% (9,39 milliards)
Subventions [SNCB, Bpost, entreprises privées...]	3,40% (6,36 milliards)
Subventions aux entreprises	1,46% (2,46 milliards)
Protection environnement	0,94% (1,75 milliards)
Loisirs-culture-cultes	1,62% (3,03 milliards)
Coopération internationale, pays tiers	0,62% (1,15 milliards)
Union européenne	1,53% (2,85 milliards)
Charges d'intérêt	6,78% (12,69 milliards)
Pensions	12,20% (22,82 milliards)
Soins de santé	13,27% (24,83 milliards)
Maladie-invalidité	2,85% (5,34 milliards)
Allocations chômage	3,64% (6,82 milliards)
Allocations familiales	2,69% (5,02 milliards)
Prépension	0,85% (1,59 milliards)
Protection sociale hors sécurité sociale	11,59% (21,68 milliards)

Si + d'impôts
Les riches y perdent
et les pauvres y gagnent
par exemple une
année de secondaire
coûte 7500 euros aux
contribuables .
Les familles pauvres
auraient du mal à payer
ce montant mais par
contre ce ne serait pas
cher pour les familles
riches

Gauche

+ d'impôts pour avoir + dans le budget de l'état et permettre une meilleure redistribution au profit des + pauvres

les pauvres vivent mieux et donc consomment + et donc l'économie est plus dynamique et après l'état récupère plus d'impôts

MAIS

MAIS attention si trop d'impôts les entreprises ne peuvent engager car le coût du travail devient cher et donc + de chômage et donc les gens + pauvres et donc - de recettes pour l'état car le PIB Diminue et donc on peut au final moins redistribuer

Droite

- d'impôts pour avoir donc moins dans le budget de l'état alors l'état peut moins redistribuer et les pauvres reçoivent moins

mais plus d'argent dans les poches des entrepreneurs et des + riches , ils vont pouvoir utiliser ce surplus pour investir et dynamiser l'économie et donc créer de l'emploi et faire croître le PIB . donc le pays sera + riche et donc on récupérera + d'argent pour les impôts et donc finalement on peut plus redistribuer pour les pauvres

MAIS

Mais attention si les entreprises n'engagent pas mais utilisent plutôt l'argent pour délocaliser ou acheter des machines pour remplacer les humains cela ne marche pas. De plus si les riches dépensent leur argent à l'extérieur du pays ça n'a pas d'intérêt

LA MONDIALISATION (2/12)

<input type="radio"/>	La mondialisation doit être encadrée : il faut que les institutions internationales (voire les Etats) imposent des règles pour mieux protéger les droits des salariés, l'environnement, et les secteurs sensibles des économies de chaque pays (comme par exemple l'agriculture ou la culture).
<input type="radio"/>	Il faut supprimer toutes les barrières douanières, en même temps que les subventions (avantages) ou les réglementations nationales qui faussent la concurrence, pour que la concurrence entre les entreprises du monde entier puisse se faire sans entrave, et dans tous les domaines : c'est de cette façon qu'on obtiendra le plus d'efficacité économique, pour l'intérêt de tous.
<input type="radio"/>	La mondialisation peut être une chance : elle permet aux entreprises de trouver de nouveaux marchés, et les emplois perdus à cause des délocalisations sont en général compensés par ceux qui sont créés, qui sont des emplois plus qualifiés, et qui font progresser le niveau de vie ; mais il faut aussi que les gouvernements aident leurs populations lorsqu'elles ne trouvent pas leur place dans la mondialisation.
<input type="radio"/>	La mondialisation de l'économie aggrave l'exploitation et la pollution des pays pauvres, et provoque des délocalisations qui détruisent des emplois dans les pays riches : il faut que des institutions internationales réellement démocratiques protègent les droits des populations (et non plus ceux des multinationales) et il faut taxer les profits de la mondialisation pour aider les pays pauvres à se développer.
<input type="radio"/>	La mondialisation est une chance, car l'ouverture des frontières donne accès à des marchés nouveaux, ce qui permet aux entreprises de créer des emplois : il faut donc faire tomber les "barrières" qui empêchent les produits et les services de circuler librement ; mais pour que les entreprises nationales en profitent, il faut les libérer le plus possible des contraintes réglementaires (charges sociales...) qui les désavantagent par rapport à leurs concurrents étrangers.

LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION (3/12)

<input type="radio"/>	Plutôt que de trop assister les gens (ou de les inciter à profiter du système), il faut les responsabiliser afin qu'ils comptent plus sur eux-mêmes et moins sur l'Etat pour s'en sortir.
<input type="radio"/>	L'Etat doit venir en aide aux plus démunis, mais il ne faut pas tout attendre de l'Etat.
<input type="radio"/>	L'Etat doit faire en sorte que chacun reçoive de quoi vivre décemment.

LES SERVICES PUBLICS ET LA PLACE DE L'ETAT (4/12)

<input type="radio"/>	L'Etat doit concentrer ses efforts sur ses principales missions de service public, et partager ses autres missions avec le privé (pour la sécurité sociale, la poste, les universités...) afin de faire baisser ses coûts de fonctionnement et de gagner en efficacité.
-----------------------	---

Société, me voilà !

page 13

<input type="radio"/>	Il faut augmenter le nombre d'emplois publics, et consacrer beaucoup plus d'argent aux services publics afin que chaque usager, quels que soient ses moyens, ait accès à des services publics de qualité (pour la santé, l'éducation, la culture, l'eau, l'énergie, les communications, les transports collectifs...) ; les services publics ont une mission sociale, ils ne doivent pas chercher à être rentables.
<input type="radio"/>	Tous les services publics ont une mission sociale - ne laisser personne à l'écart - que des entreprises privées ne pourraient pas assumer ; ils doivent disposer des moyens suffisants pour servir la collectivité, mais l'Etat doit aussi chercher à les rendre plus efficaces.
<input type="radio"/>	Pour assurer leur mission sans représenter une trop lourde charge pour l'Etat, les services publics doivent devenir à la fois plus efficaces et moins coûteux ; quelques-uns (comme par exemple le téléphone) peuvent être mis en concurrence avec des entreprises privées, et même être en partie privatisés (du moment que l'Etat en garde le contrôle), ce qui les incitera à s'améliorer.
<input type="radio"/>	L'Etat doit se recentrer sur ses trois véritables missions que sont la police, la justice et la défense nationale ; tout le reste peut être confié au privé, dont les méthodes de gestion sont bien plus efficaces.

LES ENTREPRISES (5/12)

<input type="radio"/>	Il faut des lois qui favorisent davantage les salariés (tant que ça n'empêche pas les entreprises de fonctionner) ; et il faut des salariés dans les conseils d'administration pour qu'ils aient leur mot à dire dans les décisions importantes qui concernent leur entreprise.
<input type="radio"/>	L'Etat doit redonner aux entreprises toute leur liberté, en supprimant progressivement tous les prélèvements et toutes les réglementations qui leur sont imposés et qui les handicapent dans leur développement.
<input type="radio"/>	Il faut laisser patrons et syndicats négocier les modes de fonctionnement les mieux adaptés à chaque type d'entreprise.
<input type="radio"/>	Il faut que les profits des entreprises aillent en priorité aux salariés, et non plus aux actionnaires ; et il faut qu'une loi interdise les licenciements collectifs aux entreprises qui font des bénéfices, sous peine que ces entreprises soient réquisitionnées par l'Etat au profit de leurs salariés.
<input type="radio"/>	Il faut que les entreprises supportent moins de charges sociales et moins de réglementations, pour qu'elles hésitent moins à embaucher et puissent être plus compétitives.

LA RELIGION (6/12)

<input type="radio"/>	Qu'on soit pratiquant ou non, on ne doit pas négliger les valeurs morales portées par la religion.
<input type="radio"/>	"Il est interdit d'interdire !" On doit accepter tout type de pratiques religieuses, même lorsqu'elles paraissent choquantes aux yeux de certains.
<input type="radio"/>	Il faut combattre la morale religieuse, car elle empêche les gens de vivre et de penser librement.
<input type="radio"/>	Chacun doit pouvoir pratiquer une religion s'il le souhaite, mais il faut se méfier de la morale religieuse en général : elle fait parfois plus de mal que de bien.
<input type="radio"/>	Le message de la religion est primordial, car il nous aide à distinguer le bien du mal dans notre vie.

L'HOMOSEXUALITE (7/12)

<input type="radio"/>	Les homosexuels doivent avoir le droit de vivre normalement, en affichant leur homosexualité s'ils le souhaitent.
<input type="radio"/>	L'homosexualité est contre nature ; il faut s'élever contre tout ce qui pourrait l'encourager.
<input type="radio"/>	Les homosexuels doivent pouvoir vivre le plus normalement possible.
<input type="radio"/>	Les homosexuels doivent pouvoir se marier, et adopter des enfants.
<input type="radio"/>	L'homosexualité en elle-même n'est pas gênante ; elle est gênante quand elle est affichée.

LE DROIT A L'AVORTEMENT (8/12)

Société, me voilà !

page 14

<input type="radio"/>	S'il faut garantir le droit à l'avortement, il faut aussi sensibiliser les femmes au fait qu'un avortement n'est pas un acte anodin.
<input type="radio"/>	Les femmes doivent pouvoir avorter, mais dans des cas bien précis uniquement, tels que certaines maladies graves, ou lors de grossesses consécutives à un viol.
<input type="radio"/>	Il faut défendre le droit des femmes à avorter librement et gratuitement.
<input type="radio"/>	Il faut revenir sur le droit à l'avortement : avorter est toujours un crime.

LA DROGUE (9/12)

<input type="radio"/>	Légaliser les drogues douces serait une grave erreur : il faut plutôt lutter contre l'usage de toutes les drogues.
<input type="radio"/>	Il faut légaliser les drogues douces, et dépenaliser l'usage des drogues dures.
<input type="radio"/>	L'usage modéré des drogues douces, pour un adulte, n'est pas plus dangereux que celui de l'alcool.
<input type="radio"/>	La légalisation des drogues douces pose problème : comment procéder ? en mesure-t-on vraiment les conséquences ?...

LA LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE (10/12)

<input type="radio"/>	Chacun est responsable de ses actes : on peut toujours décider de ne pas tomber dans la délinquance ; aussi, pour dissuader les délinquants de passer à l'acte, il faut que les sanctions encourues soient vraiment dissuasives.
<input type="radio"/>	C'est souvent dans des contextes difficiles que se développe la délinquance (chômage, ghettos, problèmes familiaux, difficultés d'intégration...), mais le contexte n'explique pas tout ; c'est un juste équilibre entre prévention et sanctions dissuasives qu'il faut trouver pour lutter efficacement contre la délinquance.
<input type="radio"/>	La délinquance est d'abord le fruit de contextes difficiles (chômage, ghettos, problèmes familiaux, difficultés d'intégration...) ; pour obtenir des résultats durables en matière de lutte contre la délinquance, c'est donc à ces contextes qu'il faut, en priorité, s'attaquer.

DROIT DE VOTE ET NATIONALITE (11/12)

<input type="radio"/>	Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales ; et il faut leur faciliter l'acquisition de la nationalité française.
<input type="radio"/>	Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et, sauf exception, on ne peut pas être Français sans avoir des parents français.
<input type="radio"/>	Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et tous les gens qui sont nés et qui vivent en France, quelle que soit leur origine, doivent avoir la nationalité française.
<input type="radio"/>	Tous les étrangers résidant en France doivent avoir le droit de vote, quelle que soit leur nationalité.
<input type="radio"/>	Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir Français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France, en faisant des efforts pour s'intégrer, et en faisant une démarche volontaire pour obtenir la nationalité (et, pour cette raison, la nationalité ne devrait pas être accordée automatiquement aux enfants nés en France de parents étrangers).

L'IMMIGRATION (12/12)

<input type="radio"/>	L'intégration fonctionne quand les immigrés sentent qu'ils ont non seulement des droits, mais aussi des devoirs ; et il est important de lutter contre l'immigration clandestine.
<input type="radio"/>	Les problèmes liés à l'immigration ne proviennent pas des immigrés, mais du contexte (économique, social, historique...) dans lequel l'immigration se produit, et la première urgence est de faire respecter les droits des immigrés, qu'ils soient en situation régulière ou non.
<input type="radio"/>	L'intégration est réussie quand les immigrés sentent qu'ils ont les mêmes devoirs mais aussi les mêmes droits que les autres citoyens du pays : il faut donc tout mettre en œuvre pour faire cesser les discriminations dont ils peuvent être victimes.
<input type="radio"/>	C'est quand les immigrés adoptent les valeurs du pays d'accueil que l'intégration est réussie.

Société, me voilà !

page 15

<input type="radio"/>	Certains immigrés resteront toujours des étrangers : leur place serait plutôt dans leur pays, pour notre bien et pour le leur.
-----------------------	--

Pour vous, le plus important pour se sentir proche d'un parti ou d'une personnalité politique, c'est de partager les mêmes convictions sur : (réponses facultatives)

<input type="radio"/>	La façon d'envisager les problèmes économiques et sociaux.
<input type="radio"/>	Les questions de société, l'évolution des moeurs.
<input type="radio"/>	L'idée qu'on se fait de la France, ou de l'Europe, ou du monde.
<input type="radio"/>	Aucun de ces points en particulier.

Eventuellement, autre point prioritaire non mentionné dans la liste précédente :

<input type="radio"/>	La défense de l'environnement.
<input type="radio"/>	La défense du mode de vie rural.
<input type="radio"/>	La défense de l'égalité républicaine (le refus de règles différenciées selon les spécificités des régions ou des individus : la Corse, les homosexuels, les pratiquants de telle religion, etc.).
<input type="radio"/>	Aucun de ces points en particulier.

Principaux partis politiques belges

								
<p>Parti communiste de Belgique (PC)</p> <p>Parti du travail de Belgique (parti maoïste)</p> <p>Parti ouvrier socialiste (POS-SAP, parti trotskiste)</p> <p>Bloc marxiste-léniniste-Maxistisch-Leninistisch Blok (BML-MLB)</p> <p>Mouvement pour une alternative socialiste-Linkse Socialistische partij (MAS-LSP ; inspiration marxiste)</p>	<p>Vivant</p>	<p>Parti socialiste (parti socialiste francophone)</p> <p>Socialistische Partij Anders (parti socialiste flamand)</p>	<p>Ecolo (parti vert francophone)</p> <p>Groen! (parti vert flamand)</p>	<p>Christen Democratisch en Vlaams (parti démocrate chrétien flamand)</p> <p>Centre démocrate humaniste (parti démocrate chrétien francophone)</p>	<p>Chrétien s démocrates francophones (CDF, scission du CDH)</p>	<p>Vlaamse Liberalen en Democraten (parti libéral flamand)</p> <p>Mouvement réformateur (mouvement qui agrège le PRL, le FDF et le MCC de tendance libérale)</p> <p>Mouvement des Citoyens pour le changement MCC</p> <p>Front démocratique des francophones FDF (parti régionaliste bruxellois)</p>	<p>Nouvelle Alliance flamande (parti régionaliste flamand)</p> <p>Spirit (parti régionaliste flamand)</p> <p>Rassemblement Wallonie-France (parti rattachiste)</p>	<p>Vlaams Belang (parti d'extrême droite flamand)</p> <p>Front national (FN, parti d'extrême droite)</p> <p>Front nouveau de Belgique (FNB, parti d'extrême droite)</p>

